

Résultats au 31 décembre 2021

Comptes Consolidés



ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2021

(en milliers de dirhams)	31-déc-21	31-déc-20
ACTIF	31-déc-21	31-déc-20
Goodwill	7 372 391	7 372 391
Immobilisations incorporelles	106 159	92 907
Immobilisations corporelles	10 948 046	10 865 184
Immobilisations en droit d'usage	55 816	47 522
Participations dans les entreprises associées	62 983	66 787
Autres actifs financiers	102 962	97 224
Dont Instruments dérivés de couverture		
Dont Prêts et créances non courants	102 962	96 924
Dont Titres disponibles à la vente		300
Créances d'impôt et taxes	15 279	122 220
Impôts différés actifs	163	159
Autres débiteurs non courants		
Actifs non-courants	18 663 798	18 664 394
Autres actifs financiers courants		
Dont Prêts et créances		
Stocks et en-cours	655 411	452 764
Créances clients	941 766	907 134
Autres débiteurs courants	205 978	187 632
Trésorerie et équivalent de trésorerie	532 168	87 046
Actifs non courants détenus en vue de la vente		
Actifs courants	2 335 323	1 634 576
TOTAL ACTIF	20 999 122	20 298 970
PASSIF	31-déc-21	31-déc-20
Capital	702 937	702 937
Primes d'émission et de fusion	2 618 038	2 618 038
Réserves	6 100 237	5 792 052
Écarts de conversion		
Résultats net part du groupe	2 010 486	1 492 227
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère	11 431 699	10 605 254
Intérêts minoritaires		
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	11 431 699	10 605 254
Provisions non courantes	233 393	197 307
Avantages du personnel	760 695	711 641
Dettes financières non courantes	5 425 295	5 834 908
Dont Instruments dérivés de couverture		
Dont Dettes envers les établissements de crédit	5 386 769	5 803 903
Dont Dettes représentées par un titre		
Dont Dettes liées aux contrats de location financement		
Dont Dettes liées aux contrats à droit d'usage	38 526	31 005
Dont Autres dettes		
Dettes d'impôts société		
Impôts différés passifs	858 934	960 895
Passifs non courants	7 278 317	7 704 751
Provisions courantes	175 169	200 959
Dettes financières courantes	166 724	154 465
Dont Instruments dérivés de couverture		
Dont Dettes envers les établissements de crédit	149 436	137 950
Dont Dettes représentées par un titre		
Dont Dettes liées aux contrats de location financement		
Dont Dettes liées aux contrats à droit d'usage	17 288	16 515
Dont Autres dettes		
Dettes fournisseurs courantes	845 169	784 898
Autres crédettes courants	1 102 044	848 643
Passifs liés aux actifs non courants détenus en vue de la vente		
Passifs courants	2 289 106	1 988 965
TOTAL PASSIF	9 567 423	9 693 716
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	20 999 122	20 298 970

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2021

(en milliers de dirhams)	31-déc-21	31-déc-20
Exercice clos	31-déc-21	31-déc-20
Chiffre d'affaires	8 194 570	6 980 066
Autres produits de l'activité		
Produits des activités ordinaires	8 194 570	6 980 066
Achats	(2 348 576)	(1 816 413)
Autres charges externes	(999 634)	(734 519)
Frais de personnel	(647 168)	(499 379)
Impôts et taxes	(59 666)	(51 343)
Amortissements et provisions d'exploitation	(650 134)	(787 096)
Autres produits et charges d'exploitation	6 971	(14 943)
Charges d'exploitation courantes	(4 698 207)	(3 903 693)
Résultat d'exploitation courant	3 496 363	3 076 373
Cessions d'actifs	(722)	(2 146)
Cessions de filiales et participations		
Autres produits et charges d'exploitation non courants	(291 936)	(633 778)
Autres produits et charges d'exploitation	(292 658)	(635 924)
Résultat d'exploitation	3 203 705	2 440 449
Coût de l'endettement financier net		
Autres produits financiers	3 123	2 561
Autres charges financières	(203 788)	(227 647)
Résultat financier	(200 665)	(225 086)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	3 003 040	2 215 363
Impôts sur les bénéfices	(1 107 395)	(911 095)
Impôts différés	94 157	188 871
Résultat net des entreprises intégrées	1 989 802	1 493 139
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	20 684	(912)
Résultat net des activités poursuivies	2 010 486	1 492 227
Résultat net des activités abandonnées		
Résultat de l'ensemble consolidé	2 010 486	1 492 227
Intérêts minoritaires		
Résultat net - Part du Groupe	2 010 486	1 492 227
Résultat net par le nombre moyen d'actions de la période		
- de base	86,2	64,0
- dilué	86,2	64,0

A - DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

LafargeHolcim Maroc est une société anonyme de droit marocain. Elle a été constituée en 1981. Son siège social est situé au 6, route de Mekka – Quartier Les Crêtes à Casablanca.

Premier cimentier marocain, LafargeHolcim Maroc dispose d'une capacité de production supérieure à 13,5 millions de tonnes par an. Le groupe LafargeHolcim Maroc est organisé en deux branches d'activités : Ciments et Autres (Granulats, Bétons, Valorisation des déchets industriels et trading).

L'action LafargeHolcim Maroc est cotée à la Bourse de Casablanca depuis 1997.

Les termes "LafargeHolcim Maroc" et "la société mère", utilisés ci-après, font référence à la société anonyme de droit marocain (hors filiales consolidées). Le terme "Groupe" fait référence à l'ensemble économique composé de la Société LafargeHolcim Maroc et de ses filiales consolidées. Les états financiers sont présentés en dirhams arrondis au millier le plus proche.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 18 mars 2022.

B - ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE LA PÉRIODE

FAITS MARQUANTS

A fin décembre 2021, le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 8 195 MDH, enregistrant une hausse de +17,4% par rapport à 2020.

Cette évolution s'explique par la reprise des ventes de ciment et de béton prêt à l'emploi en 2021 comparée à l'exercice précédent qui a été fortement impacté par la crise sanitaire.

Le résultat d'exploitation courant de 2021 augmente de 13,7% par rapport à 2020, grâce à la croissance du chiffre

d'affaires, à la bonne maîtrise des coûts et à l'amélioration de la performance industrielle et commerciale, atténuée partiellement par la hausse des prix de l'énergie sur la deuxième partie de l'année.

Le résultat net consolidé à 2 010 MDH en 2021, est en hausse de 34,7% par rapport à 2020 en raison de l'amélioration du résultat d'exploitation et de l'impact de la contribution au fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Covid-19 (+500 MDH) versée en 2020.

PERSPECTIVES

Dans un contexte de forte inflation de coûts, notamment de l'énergie et des emballages, la demande de ciment devrait rester stable en 2022, après la reprise constatée en 2021.

Après le démarrage réussi de la nouvelle usine d'Agadir, LafargeHolcim Maroc développera ses ventes dans les régions du sud et sera en mesure d'offrir à ses clients une couverture nationale.

LafargeHolcim Maroc maintiendra sa stratégie d'innovation, de différenciation et d'excellence opérationnelle, tout en poursuivant le déploiement de sa feuille de route développement durable.

Ainsi, en ligne avec ses engagements environnementaux, LafargeHolcim Maroc accélérera la mise en place de filières de valorisation des déchets ménagers, grâce à la signature l'année dernière d'une convention avec les autorités nationales.

C - PRINCIPES COMPTABLES

En application de l'avis n°5 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) du 26/05/2005 et conformément à la réglementation boursière en vigueur, les comptes consolidés du Groupe LafargeHolcim Maroc publiés, sont établis conformément aux International Financial Reporting Standards (IFRS) endossés au niveau européen.

D - PÉRIMÈTRE ET RÈGLES DE CONSOLIDATION

Le périmètre consolidé comprend les sociétés suivantes :

Société	Activité	% d'intérêt	Méthode de consolidation
LafargeHolcim Maroc	Ciment, béton, granulats et mortier	100,00%	Intégration globale
Geocycle Maroc	Autres	100,00%	Intégration globale
Centrale Marocaine de Construction	Autres	100,00%	Intégration globale
Lafarge Ciments Sahara	Ciment	100,00%	Intégration globale
Andira	Autres	100,00%	Intégration globale
Lubasa Maroc	Ciment	100,00%	Intégration globale
Lafarge Calcinor	Autres	50,00%	Mise en équivalence
CBM	Ciment	50,00%	Mise en équivalence
SDGT	Granulat	50,00%	Mise en équivalence
MATEEN	Autres	33,33%	Mise en équivalence
Ceval	Autres	33,33%	Mise en équivalence

E - PRINCIPALES RÈGLES ET MÉTHODES ADOPTÉES

Immobilisations corporelles - IAS 16 -

Les immobilisations corporelles sont évaluées selon la méthode du coût historique.

Les méthodes d'amortissement des immobilisations corporelles sont les suivantes :

- les terrains de carrières sont amortis en fonction des tonnages extraits pendant l'exercice rapportés à la capacité d'extraction totale estimée de la carrière sur sa durée d'exploitation ;

- les autres terrains ne sont pas amortis ;

- les bâtiments administratifs sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité estimée selon la décomposition suivante : gros œuvres – charpente métallique : 50 ans, étanchéité, toiture et autres : 10 ans, agencements et aménagements : 15 ans, installations techniques fixes : 25 ans, menuiserie 15 ans ;

- Les bâtiments industriels sont amortis sur une durée d'utilité allant de 20 à 30 ans ;

- les matériels, équipements et installations sont amortis linéairement sur leur durée de vie estimée allant de 8 à 30 ans.

Goodwill - IAS 36 -

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 – Dépréciation d'actifs, les goodwill ne sont plus amortis depuis le 1er janvier 2006 (date de transition aux IFRS) mais sont testés au minimum une fois par an pour détecter d'éventuelles pertes de valeur.

Avant 2006, le Groupe amortissait linéairement ses goodwill sur une durée d'utilité de 10 ans.

Provisions, passifs éventuels - IAS 37 -

Conformément à IAS 37, le montant des provisions comptabilisé par le Groupe est basé sur la meilleure estimation de la sortie d'avantages économiques futurs à la date où le Groupe a comptabilisé cette obligation. Le montant des provisions est ajusté à chaque date de clôture en tenant compte de l'évolution éventuelle de l'estimation de la sortie d'avantages futurs attendus.

Stocks - IAS 2 -

Conformément à IAS 2, les stocks et en-cours de production industrielle sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Le calcul de dépréciation des stocks est fondé sur une analyse des changements prévisibles de la demande, des technologies ou du marché afin de déterminer les stocks obsolètes ou en excès.

Immobilisations incorporelles - IAS 38 -

Conformément aux critères établis par la norme IAS 38 – Immobilisations incorporelles, un actif est enregistré au bilan s'il est probable que les avantages économiques futurs liés à cet actif iront au Groupe.

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement les logiciels. Ils sont amortis par annuités constantes sur une durée n'excédant pas sept ans.

Avantages au personnel - IAS 19 -

Conformément à la norme IAS 19 - Avantages du personnel, les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi du régime à prestations définies sont calculées, annuellement par des actuaires indépendants.

Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel.

Le groupe a adopté l'option proposée par l'amendement de l'IAS 19, avantages au personnel, pour constater au niveau des capitaux propres, les gains et pertes actuariels issus des changements des hypothèses actuarielles qui affectent l'évaluation des obligations.

Impôts différés - IAS 12 -

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 - Impôts différés-, les provisions pour impôts différés sont constituées selon la méthode du report variable et de la conception étendue sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales.

Les impôts différés sont calculés par application de la législation fiscale en vigueur. Les actifs d'impôts différés ne sont constatés que si leur récupération est probable.

La charge d'impôts courants et différés est comptabilisée au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Nouvelle interprétation entrée en vigueur en mai 2021

L'IAS Board a validé la nouvelle interprétation de l'IFRIC lié aux avantages sociaux sans apporter d'amendement à la norme IAS 19.

Cette décision modifie la manière de calculer les engagements relatifs à certains régimes à prestations définies, notamment l'indemnité de fin de carrière (IFC).

Du fait que l'attribution des droits à l'IFC accordée par LHM à son personnel ne dépend pas de l'ancienneté. La nouvelle méthode n'a pas d'impact sur l'évaluation de la provision relative à cet engagement.

F - ÉVÉNEMENT POST-CLÔTURE

Aucun événement post-clôture significatif n'est intervenu depuis le 31 décembre 2021.

G - COMMUNICATION FINANCIÈRE

Le jeu complet des états financiers consolidés du Groupe LafargeHolcim Maroc au 31 décembre 2021 établis conformément aux normes internationales sera mis à votre disposition sur le site Internet de LafargeHolcim Maroc, à l'adresse suivante : www.lafargeholcim.ma à partir du 29 avril 2022.

Ce jeu complet comprend outre l'état de la situation financière, le compte de résultat, l'état des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres, la note aux principes comptables détaillée ainsi que les notes annexes choisies conformément aux dispositions des normes IAS / IFRS.

Résultats au 31 décembre 2021

Comptes Sociaux



LafargeHolcim
Maroc

BILAN ACTIF AU 31 DÉCEMBRE 2021					BILAN PASSIF AU 31 DÉCEMBRE 2021		
(en dirhams)	Brut	Exercice Amortissements et provisions	Net	Exercice Précédent Net	(en dirhams)	Exercice	Exercice Précédent
ACTIF IMMOBILISÉ					FINANCEMENT PERMANENT		
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)	682 440 374,13	378 722 051,73	303 718 322,40	406 095 379,64	CAPITAUX PROPRES		
Frais préliminaires					Capital social ou personnel 702 937 200,00 702 937 200,00		
Charges à répartir sur plusieurs exercices	682 440 374,13	378 722 051,73	303 718 322,40	406 095 379,64	Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé capital appelé dont versé.....		
Primes de remboursement des obligations					Prime d'émission, de fusion, d'apport 5 162 347 194,49 5 162 347 194,49		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	7 945 920 668,61	165 277 171,11	7 780 643 497,50	7 766 572 803,38	Écarts de réévaluation		
Immobilisation en recherche et développement					Réserve légale 70 293 720,00 70 293 720,00		
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	50 100 981,31	50 100 981,31	7 674 837 541,76	7 674 837 541,76	Autres réserves 2 338 684 638,48 2 334 261 993,09		
Fonds commercial	7 682 256 303,44	7 418 761,68	105 805 955,74	91 735 261,62	Report à nouveau		
Autres immobilisations incorporelles	213 563 383,86	107 757 428,12	889 208 355,62	882 826 550,93	Résultats nets en instance d'affectation		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	19 485 322 373,96	12 141 839 324,10	7 343 483 049,86	7 213 440 598,90	Résultat net de l'exercice 1 992 396 741,92 1 170 406 969,42		
Terrains	981 135 389,81	91 927 034,19	35 943 374,53	13 792 765,15	Total des capitaux propres (A) 10 266 659 494,89 9 440 247 077,00		
Constructions	4 023 566 793,05	1 698 336 975,97	50 754 320,73	44 869 864,35	CAPITAUX PROPRES ASSIMILÉS (B)		
Installations techniques, matériel et outillage	13 827 807 831,67	10 198 060 289,92	463 327 169,32	494 458 707,75	Subvention d'investissement		
Matériel de transport	49 306 723,28	13 363 348,75	817 993,73	1 103 671,47	Provisions réglementées 371 929 119,66 498 471 576,85		
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	156 248 570,09	105 494 249,36	411 781 646,42	2 372 325 104,16	DETTES DE FINANCEMENT (C)		
Autres immobilisations corporelles	33 656 501,36	32 838 507,63	33 195 219,82	37 478 170,79	Emprunts obligataires		
Immobilisations corporelles en cours	413 600 564,70	1 818 918,28	68 719 184,43	59 092 062,42	Autres dettes de financement 5 386 769 034,85 5 803 902 610,45		
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (D)	581 531 546,72	118 204 377,40	361 412 765,07	397 888 474,54	PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)		
Prêts immobilisés	34 316 427,66	1 121 207,84	65 237 016,47	67 221 623,02	Provisions pour risques		
Autres créances financières	69 219 184,43	500 000,00	170 884 170,06	149 857 424,21	Provisions pour charges		
Titres de participation	477 995 934,63	116 583 169,56	ÉCARTS DE CONVERSION-PASSIF (E)				
Autres titres immobilisés			Augmentation des créances immobilisées				
ÉCARTS DE CONVERSION-ACTIF (E)			Diminution des dettes de financement				
Diminution des créances immobilisées			Total I (A+B+C+D+E) 28 695 214 963,42 12 804 042 924,34 15 891 172 039,08 15 880 567 489,67				
Augmentation des dettes de financement			ACTIF CIRCULANT				
TOTAL I (A+B+C+D+E)	28 695 214 963,42	12 804 042 924,34	15 891 172 039,08	15 880 567 489,67	STOCKS (F)		
ACTIF CIRCULANT					MARCHANDISES		
STOCKS (F)	719 789 425,95	78 743 946,39	641 045 479,56	444 842 828,34	Matières et fournitures consommables		
Marchandises	870 488,77	476 200,34	394 288,43	593 490,01	Produits en cours		
Matières et fournitures consommables	560 973 589,26	76 630 849,54	484 342 739,72	332 358 521,24	Produits intermédiaires et produits résiduels		
Produits en cours					Produits finis		
Produits intermédiaires et produits résiduels	107 939 669,68		107 939 669,68	66 165 209,38	CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)		
Produits finis	50 005 678,24	1 636 896,51	48 368 781,73	45 725 607,71	Fournis débiteurs, avances et acomptes		
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	1 715 538 716,98	358 255 785,94	1 357 282 931,04	1 377 169 329,45	Clients et comptes rattachés		
Fournis débiteurs, avances et acomptes	7 130 236,31		7 130 236,31	14 975 635,00	Personnel		
Clients et comptes rattachés	1 288 530 859,70	288 939 205,53	999 591 654,17	927 134 650,05	Organismes sociaux		
Personnel	6 633 542,63		6 633 542,63	7 655 353,52	État		
État	48 195 298,34		48 195 298,34	149 503 921,75	Comptes d'associés		
Comptes d'associés	43 907 559,00	43 907 500,00	59,00	59,00	Autres créanciers		
Autres débiteurs	282 534 684,89	25 409 080,41	257 125 604,48	246 801 344,17	Comptes de régularisation-passif		
Comptes de régularisation-Actif	38 606 536,11		38 606 536,11	31 098 365,96	AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)		
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)	263 280 480,55		263 280 480,55		ÉCARTS DE CONVERSION-PASSIF (Éléments circulants) (H)		
ÉCARTS DE CONVERSION-ACTIF (I)	2 635 117,00		2 635 117,00	1 090 265,95	Total II (F+G+H) 1 940 644 829,03 1 688 121 802,13		
TOTAL II (F+G+H+I)	2 701 243 740,48	436 999 732,33	2 264 244 008,15	1 823 102 423,74	TRÉSORERIE		
TRÉSORERIE					TRÉSORERIE-PASSIF		
TRÉSORERIE ACTIF	189 426 616,10	2 538 076,34	186 888 539,76	94 005 423,41	Crédits d'escompte		
Chèques et valeurs à encaisser					Crédits de trésorerie		
Banques, TG et CCP	189 426 616,10	2 538 076,34	186 888 539,76	93 882 536,14	Banques (soldes créditeurs)		
Caisse, régie d'avances et accreditifs				122 887,27	Total III 140 180 922,03 149 853 223,16		
TOTAL III	189 426 616,10	2 538 076,34	186 888 539,76	94 005 423,41	TOTAL GENERAL I+II+III		
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	31 585 885 320,00	13 243 580 733,01	18 342 304 586,99	17 797 675 336,82	18 342 304 586,99 17 797 675 336,82		

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES) AU 31 DÉCEMBRE 2021					COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES) - SUITE -				
(en dirhams)	Opérations		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	(en dirhams)	Opérations		TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
NATURE	Propres à l'exercice 1	Concernant les exercices précédents 2	3=1+2	4	NATURE	Propres à l'exercice 1	Concernant les exercices précédents 2	3=1+2	4
I PRODUITS D'EXPLOITATION					VII RÉSULTAT COURANT (reports)			3 260 543 587,41	2 671 275 480,32
Ventes de marchandises (en l'état)	5 042 897,70		5 042 897,70	2 950 045,28	VIII PRODUITS NON COURANTS				
Ventes de biens et services produits	8 052 885 757,60		8 052 885 757,60	6 844 603 091,79	Produits des cessions d'immobilisations	1 786 419,00		1 786 419,00	
Chiffre d'affaires	8 057 928 655,30		8 057 928 655,30	6 847 553 137,07	Subventions d'équilibre				
Variation de stocks de produits	42 317 012,32		42 317 012,32	-49 166 971,16	Reprises sur subventions d'investissement				
Immobilisations produites par l'entreprise					Autres produits non courants	6 548 092,00		6 548 092,00	10 342 311,64
Subventions d'exploitation					Reprises non courantes ; transferts de charges	134 708 786,59		134 708 786,59	636 853 469,75
Autres produits d'exploitation					Total VIII	143 043 297,59		143 043 297,59	647 195 781,39
Reprises d'exploitation: transferts de charges	190 501 055,73		190 501 055,73	73 040 661,00	IX CHARGES NON COURANTES				
Total I	8 290 746 723,35		8 290 746 723,35	6 871 426 826,91	Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	1 135 201,65		1 135 201,65	1 938 044,03
II CHARGES D'EXPLOITATION					Subventions accordées				
Achats revendus de marchandises	2 953 843,95		2 953 843,95	2 178 179,41	Autres charges non courantes	169 343 868,99		169 343 868,99	634 225 213,99
Achats consommés de matières et fournitures	2 273 179 035,68		2 273 179 035,68	1 743 961 561,97	Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	151 790 175,38		151 790 175,38	611 770 660,40
Autres charges externes	998 292 484,50		998 292 484,50	737 106 483,07	Total IX	322 269 246,02		322 269 246,02	1 247 933 918,42
Impôts et taxes	58 312 117,77		58 312 117,77	49 992 830,99	X RÉSULTAT NON COURANT (VIII-IX)			-179 225 948,43	-600 738 137,03
Charges de personnel	633 782 849,22		633 782 849,22	585 821 196,40	XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII+X)			3 081 317 638,98	2 070 537 343,29
Autres charges d'exploitation	68 438 673,44		68 438 673,44	5 646 459,10	XII IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS			1 088 920 897,06	900 130 373,87
Dotations d'exploitation	812 604 815,16		812 604 815,16	868 372 494,28	XIII RÉSULTAT NET (XI-XII)			1 992 396 741,92	1 170 406 969,42
Total II	4 847 563 819,72		4 847 563 819,72	3 993 079 205,22	XIV TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)			8 451 374 915,06	7 636 567 030,51
III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			3 443 182 903,63	2 878 347 621,69	XV TOTAL DES CHARGES (II +V+IX+XIII)			6 458 978 173,14	6 466 160 061,09
IV PRODUITS FINANCIERS					XVI RÉSULTAT NET (total des produits-total des charges)			1 992 396 741,92	1 170 406 969,42
Produits de titres de participation et autres titres immobilisés	4 544 824,34		4 544 824,34	5 250 000,00					
Gains de change	2 395 184,39		2 395 184,39	1 761 832,56					
Intérêts et autres produits financiers	3 078 861,44		3 078 861,44	3 647 378,18					
Reprises financières ; transferts de charges	7 566 023,95		7 566 023,95	107 285 211,47					
Total IV	17 584 894,12		17 584 894,12	117 944 422,21					
V CHARGES FINANCIÈRES									
Charges d'intérêts	167 159 656,87		167 159 656,87	183 963 741,83					
Pertes de change	3 289 589,51		3 289 589,51	2 282 149,46					
Autres charges financières	22 952 363,48		22 952 363,48	673,79					
Dotations financières	6 822 600,48		6 822 600,48	138 769 998,50					
Total V	200 224 210,34		200 224 210,34	325 016 563,58					
VI RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)			-182 639 316,22	-207 072 141,37					
VII RÉSULTAT COURANT (III+VI)			3 260 543 587,41	2 671 275 480,32					

Résultats au 31 décembre 2021



37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca
Maroc

Aux actionnaires de la société
LAFARGEHOLCIM MAROC S.A.
6, Route de la Mecque – Californie
Quartier les Crêtes
20150 Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021

Audit des états de synthèse

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 28 avril 2020, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société LafargeHolcim Maroc S.A., qui comprennent le bilan au 31 décembre 2021, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 10.638.589 dont un bénéfice net de KMAD 1.992.397. Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 18 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société LafargeHolcim Maroc S.A. au 31 décembre 2021, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés identifiées	Notre réponse
<p>Le Bilan de la société comprend des immobilisations corporelles présentant des valeurs comptables nettes de MMAD 7 343 représentant 40 % du total des actifs de la société.</p> <p>Ces actifs peuvent présenter un risque de dépréciation lié à des facteurs internes ou externes, notamment des conditions de marché défavorables, des changements de législations ou de réglementations, une évolution de l'environnement concurrentiel et une détérioration de la performance de la société.</p> <p>La société réalise des tests de dépréciation sur ces immobilisations corporelles en cas d'identification d'un indice de perte de valeur selon les principes décrits dans le paragraphe « Evaluation des immobilisations » de l'état A1 de l'ETIC « Etat des informations complémentaires ». Une dépréciation doit être constatée, dès lors que la valeur comptable de l'actif excède sa valeur actuelle.</p> <p>Le test de dépréciation des immobilisations corporelles est considéré comme un point clé de l'audit compte tenu de la matérialité des montants pris dans leur ensemble, des montants significatifs en termes de dépréciation qui pourraient potentiellement en résulter et du fait du degré élevé d'estimations et de jugement requis par la société pour apprécier les indices de perte de valeur et la valeur actuelle des actifs. Les éléments de jugement incluent notamment des hypothèses relatives à l'évolution de l'activité de la société.</p>	<p>Nous avons pris connaissance des procédures mises en place par la direction dans le cadre des tests de dépréciation notamment des jugements relatifs à la détermination des indices de perte de valeur et la détermination de la valeur actuelle.</p> <p>Nous avons examiné les contrôles clés mis en place par la direction ainsi que ses conclusions sur la présence ou l'absence d'indicateurs de perte de valeur dans le cadre du processus d'estimation des tests de dépréciation.</p> <p>Pour les cas où un indice de perte de valeur a été identifié et lorsque la valeur actuelle a été appréhendée par la valeur actuelle des flux de trésorerie :</p> <ul style="list-style-type: none">- Nous avons revu la cohérence des hypothèses et des données clés des modèles de flux de trésorerie avec les données historiques et prévisionnelles.- Nous avons testé par sondage l'exactitude arithmétique des calculs du modèle de flux de trésorerie.- Nous avons examiné les analyses de sensibilité préparées par la direction afin d'évaluer le niveau de marge entre la valeur actuelle et la valeur comptable.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

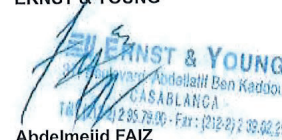
Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 24 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG



Abdelmejid FAIZ
Associé

DELOITTE AUDIT



Hicham BELEMQADEM
Associé



37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca
Maroc

Aux actionnaires de la société
LAFARGEHOLCIM MAROC S.A.
6, Route de la Mecque – Californie
Quartier les Crêtes
20150 Casablanca

RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de LafargeHolcim Maroc S.A. et de ses filiales (Groupe LafargeHolcim Maroc), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés MAD 11.432 millions dont un bénéfice net consolidé de MAD 2.010 millions. Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 18 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2021, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés identifiées	Notre réponse
<p>Le Bilan du groupe comprend des immobilisations corporelles s'élevant à MMAD 10.948, représentant 52% du total des actifs du groupe.</p> <p>Ces actifs peuvent présenter un risque de dépréciation lié à des facteurs internes ou externes, notamment des conditions de marché défavorables, des changements de législations ou de réglementations, une évolution de l'environnement concurrentiel et une détérioration de la performance du Groupe.</p> <p>Le Groupe réalise des tests de dépréciation sur ces immobilisations corporelles en cas d'identification d'un indice de perte de valeur selon les principes décrits dans le paragraphe « Tests de dépréciation des actifs » de la Note 3.11 « Tests de dépréciation et pertes de valeur des actifs » de l'annexe aux états financiers consolidés. Une dépréciation doit être constatée, dès lors que la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité.</p> <p>Le test de dépréciation des immobilisations corporelles est considéré comme un point clé de l'audit compte tenu de la matérialité des montants pris dans leur ensemble, des montants significatifs en termes de dépréciation qui pourraient potentiellement en résulter et du fait du degré élevé d'estimations et de jugement requis par le groupe pour apprécier les indices de perte de valeur et la valeur recouvrable des actifs. Les éléments de jugement incluent notamment des hypothèses relatives à l'évolution de l'activité du Groupe.</p>	<p>Nous avons pris connaissance des procédures mises en place par la direction dans le cadre des tests de dépréciation notamment des jugements relatifs à la détermination des indices de perte de valeur et la détermination de la valeur recouvrable. Nous avons examiné les contrôles clés mis en place par la direction ainsi que ses conclusions sur la présence ou l'absence d'indicateurs de perte de valeur dans le cadre des tests de dépréciation. Dans les cas où un indice de perte de valeur a été identifié et lorsque la valeur recouvrable a été appréhendée par la valeur d'utilité :</p> <ul style="list-style-type: none">- Nous avons revu la cohérence des hypothèses et des données clés des modèles de flux de trésorerie avec les données historiques et prévisionnelles.- Nous avons testé par sondage l'exactitude arithmétique des calculs du modèle de flux de trésorerie.- Nous avons examiné les analyses de sensibilité préparées par la direction afin d'évaluer le niveau de marge entre la valeur recouvrable et la valeur comptable.- Nous avons examiné les informations relatives aux tests de dépréciation présentées dans les annexes aux états financiers.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

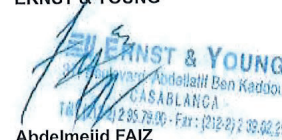
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 24 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG



Abdelmejid FAIZ
Associé

DELOITTE AUDIT



Hicham BELEMQADEM
Associé